



5 MILLIARDS EN MOINS POUR LES COLLECTIVITES,

C'est la casse des services publics de proximité.

Dans le cadre de la préparation du budget 2025, le gouvernement a annoncé une réduction de 5 milliards d'euros des dotations aux collectivités locales et aux intercommunalités.

Le SNT exprime une vive inquiétude face à cette mesure, qui menace gravement les services publics de proximité et les conditions de travail des agents territoriaux, essentiels dans la vie quotidienne des citoyens.

UNE PRESSION BUDGETAIRE DEVENUE INSOUTENABLE

Depuis plusieurs années, les collectivités locales subissent une succession de coupes budgétaires qui compromettent leur capacité à investir et à maintenir des services de qualité.

Cette nouvelle réduction de 5 milliards affaiblit encore leur action, alors qu'elles sont en première ligne pour répondre aux défis sociaux, économiques et climatiques.

DES REPERCUSSIONS DIRECTES SUR LES AGENTS ET LES SERVICES PUBLICS

La réduction budgétaire annoncée pourrait se traduire par des suppressions de postes, des gels de recrutements et une baisse des moyens de formation et d'accompagnement des agents.

Cette situation entraînerait une dégradation de la qualité des services publics, alourdissant les conditions de travail et rendant plus difficile la continuité des missions de service public.

LA SECURITE ET TRANQUILLITE PUBLIQUE

Moins de moyens pour la police municipale, donc moins de présence sur le terrain
Moins de moyens pour les pompiers face aux urgences d'une cité en mouvement,
Voilà les menaces d'un budget à la baisse, c'est le citoyen qui trinque

LES CANTINES SCOLAIRES ET LES AIDES AUX PERSONNES AGEES ET FRAGILES

Moins de budget, c'est des repas au rabais pour les enfants, c'est des prestations en moins pour nos aînés aux revenus modestes.

Alors que l'inflation réduit la capacité des familles à fournir des repas complets, cette réduction budgétaire menace l'accès à une alimentation saine, équilibrée et abordable pour les enfants, les étudiants et les plus précaires, y compris ceux qui dépendent de restaurants sociaux. Une charge transférée aux citoyens

UN COUP D'ARRET AUX TRANSITIONS ECOLOGIQUE ET NUMERIQUE

Les collectivités jouent un rôle crucial dans les projets de transition écologique et numérique.

Des investissements sont indispensables pour développer la rénovation énergétique, la mobilité durable, et l'aménagement numérique.

Cette réduction budgétaire risque de ralentir ces initiatives, compromettant des actions essentielles pour l'avenir des territoires.

Réduction de budget = péril pour tous

MOINS D'ARGENT PUBLIC, MOINS DE SERVICES

Les centres de loisirs, bibliothèques, maisons de quartier, et autres services de proximité risquent de voir leurs financements diminuer.

Chaque réduction de budget se traduit par moins d'activités accessibles pour les familles et les jeunes.

UNE ATTENTE RALLONGEE POUR LES USAGERS

Avec moins de personnel, les services d'accueil et d'accompagnement verront leurs files d'attente s'allonger.

Dans certaines administrations, les délais de traitement des demandes, comme les cartes d'identité ou les permis de construire, pourraient doubler.

DES CRECHES MENACEES DE FERMETURE

Les parents pourraient se retrouver sans solution de garde, se tournant vers des alternatives privées plus coûteuses ou renonçant à travailler.

MOINS DE SOLIDARITE POUR LES PLUS VULNERABLES

Chaque euro retiré aux collectivités réduit les aides alimentaires, le logement social et le soutien aux personnes âgées.

Les publics les plus fragiles sont directement impactés

Familles monoparentales, jeunes sans emploi, personnes âgées dépendantes.

DES INFRASTRUCTURES DEGRADEES

Des routes moins sûres, des écoles moins entretenues.

Le report des travaux d'entretien impactera directement les usagers, notamment les élèves et les familles, mais aussi nombre d'entreprises du BTP, amenant certaines d'entre-elles à licencier du personnel.

UN COUP D'ARRET A LA TRANSITION ECOLOGIQUE

Demain, ce sont nos enfants qui payeront la facture.

L'annulation de projets de rénovation énergétique, de pistes cyclables, et d'initiatives pour réduire les déchets handicape les efforts locaux vers une transition durable, faisant peser sur les générations futures le coût écologique de cette réduction budgétaire.

Avec des budgets réduits, les collectivités pourraient se voir contraintes d'augmenter les impôts locaux ou de réduire les prestations aux usagers, impactant directement les citoyens, et particulièrement les plus vulnérables.

Ce transfert de charges va à l'encontre de la solidarité territoriale que les collectivités s'efforcent de maintenir.

Chaque euro retiré aux collectivités, c'est un service de moins aux usagers, et un quotidien plus difficile pour tous.

Face à ces enjeux, le **SNT** exige que le gouvernement préserve les moyens des collectivités locales afin qu'elles puissent poursuivre leurs missions, sans compromettre ni la qualité du service public aux usagers, ni les droits des agents territoriaux



L'équipe
Com du SNT

